

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

Les partis sur le qui-vive

Les élections, de par leur proximité, puisque celles des législatives devant intervenir au printemps prochain, s'imposent dans l'agenda des partis, que ceux-ci émargent dans le camp de l'allégeance ou dans celui de l'opposition, tous compartiments confondus. Rares, en effet, sont ces partis qui font semblant d'être «indifférents», surtout que le nouveau code électoral n'est nullement fait pour autoriser cette attitude. A moins de

faire preuve de résignation comme c'est le cas pour cette flopée de petits partis, appelés à faire les frais de cette loi, ou encore de pure tactique pour d'autres poids lourds ou supposés comme tels pour mieux peser. Comme le PT où on soutient que les prochaines législatives ne constituent pas la priorité pour le moment, mettant l'embrayage sur d'autres aspects de l'actualité nationale, comme pour mieux les rentabiliser justement, une fois

cette échéance électorale arrivée.

Tous, donc, ont l'esprit tourné vers ces échéances, avec, il est vrai, des ambitions différentes. Et tous ont le souci de faire face à cette nouvelle loi aux dispositions fortement contraignantes pour nombre d'entre eux, faute de bases militantes consistantes ou carrément pour absence de militants, nombre de partis ne sont tels que par le nom, transformés par leurs promoteurs en véritables «sources d'af-

fares juteuses» à l'occasion justement de pareils rendez-vous électoraux où les places sur les listes électorales se monnaient fortement.

D'où la quintessence «d'assainissement» du champ politique national prêtée à cette nouvelle loi électorale par ses promoteurs. Ce que des acteurs de l'opposition désapprouvent, y voyant, bien au contraire, une «fermeture» en bonne et due forme du champ politique.

Mohamed Kebci

Pas de «soucis»
au Front el-Moustaqbal

Photos : DR

Au Front el-Moustaqbal, on ne se fait pas trop de soucis quant à cette nouvelle loi électorale. Fort de ses plus de 900 élus locaux à travers l'ensemble du territoire national à l'issue des élections locales du 29 novembre 2012, rejoints depuis par des centaines d'autres élus indépendants ou issus d'autres partis, soutient son président. Ce qui fait que le Front n'aura pas de difficultés à se conformer aux dispositions de cette nouvelle loi. Encore que, comme a tenu à le préciser Abdelaziz Bélaïd, «nous devons nous adapter aux lois votées et promulguées», évacuant, au passage, toute option de boycott des prochaines élections, la raison d'être d'un parti, étant, selon lui, de prendre part aux scrutins. Ceci même si le Front ne prendra pas part dans l'ensemble des circonscriptions, prévoyant une participation au niveau d'une trentaine de wilayas en plus de l'émigration avec ses circonscriptions.

Aussi, Bélaïd a déclaré que cette loi fera l'objet de débats lors de l'université d'été du parti qui se tiendra durant le week-end prochain.

Sérénité chez l'ANR



Similaire attitude chez l'Alliance nationale républicaine (ANR) où on applaudit le nouveau code électoral de par, selon son secrétaire général, sa «consécration des acquis démocratiques prévus dans la nouvelle Constitution», en sus d'avoir «préservé les acquis de la précédente loi électorale» comme, citera-t-il, l'accès au fichier électoral avec toutes les difficultés rencontrées dans son exploitation, reconnaîtra Belkacem Sahli, ou encore le droit pour les candidats indépendants et les partis d'avoir des copies conformes des P-V (procès-verbaux) de dépouillement au niveau de chaque bureau de vote.

Pour les nouvelles dispositions que bien d'acteurs politiques trouvent fortement contraignantes, le patron de l'ANR n'a pas la même appréciation. Pour lui, cette nouvel-

le loi aura le mérite «d'assainir la scène politique» de ces partis-parasites et encouragera la constitution de grandes familles politiques et idéologiques. «Il n'est pas normal que plus d'un quart de siècle après l'ouverture démocratique, on en est encore à près de 70 partis. Il est quand même bizarre qu'un nouveau parti se targue de pouvoir présenter des candidats dans toutes les circonscriptions alors que d'autres, beaucoup plus anciens, ne le peuvent pas», commente Sahli qui prévoit la participation de son parti aux prochaines élections dans une vingtaine de wilayas sans avoir à recourir à la collecte des paraphes nécessaires aux candidatures, le parti disposant de suffisamment d'élus locaux comme l'exige la nouvelle loi électorale.

RCD : une commission
pour éplucher le nouveau
code électoral

Au RCD, si elles ne font pas l'essentiel des préoccupations des instances du parti actuellement, les prochaines échéances électorales ne sont pas totalement occultées. Bien au contraire, espérant un sursaut d'orgueil de l'opposition, celle issue de la conférence de Mazafran du 10 juin 2014 et dont l'Instance de concertation et de suivi devra tenir son prochain sommet le 3 octobre, pour une position commune à l'égard des prochaines élections législatives, la direction du parti a, néanmoins, pris ses devants, le risque que d'autres partenaires de l'Icso, du moins les plus en vue, optent pour la participation étant pesant. En effet, une commission a été installée il y a quelques jours pour éplucher justement cette nouvelle loi électorale. Il s'agit de voir de près les aspects techniques dudit code et de les mettre en confrontation avec les disponibilités organiques du parti. Ce qui permettra, au cas où le mot d'ordre de participation est retenu, d'avoir une cartographie électorale du parti, soit définir les circonscriptions où il y a opportunité de présenter des candidatures.

Cela dit, la question des élections législatives du printemps prochain sera abordée lors de la session du conseil national du parti prévue le 7 octobre prochain. Il ne s'agira pas de trancher la question de la participation ou pas mais les débats seront lancés et la position finale ne sera arrêtée que lors de la session de la même instance délibérante prévue en janvier prochain. Ceci même si la tendance lourde au sein des structures de base du parti serait pour la participation.

PT : les élections ne sont pas
la «priorité» de l'heure

Au sein du Parti des travailleurs dont les députés avaient, pour rappel, voté contre ledit projet de loi électorale, l'heure n'est pas aux élections. «Ce n'est point une priorité pour nous vu le climat politique délétère empreint d'at-

taques contre les acquis socioéconomiques», soutient Ramdhane Taâzibt qui cite encore «le code de la santé annoncé pour prochainement qui remet en cause notamment la gratuité des soins. Il y a aussi le chômage, l'effon-



drement du pouvoir d'achat». Autant d'ingrédients et de données qui font qu'au PT, les élections prochaines ne sont pas encore à l'ordre du jour des instances du parti. Ceci, comme a tenu à le préciser le député et le membre de la direction du parti, «nous n'avons pas de problème particulier concernant cette nouvelle loi électorale qui ferme plus qu'elle n'ouvre la pratique politique dans le pays. Pour notre interlocuteur, cette loi n'est certainement pas le meilleur moyen de combattre la décomposition politique et la corruption qui gangrène la scène politique nationale».

FAN : «faire bon cœur
contre mauvaise fortune»

Au Front national algérien (FAN), un de ces partis de la cuvée 2012, on ne se fait pas trop d'illusions à l'occasion des prochaines échéances électorales. C'est la mort dans l'âme que ce parti, né d'une énième scission au sein d'El-Islah, s'y prépare. Son secrétaire général, Djamel Benabdeslam, pour qui cette loi, comme bien d'autres, s'inscrit en contradiction flagrante avec les réformes politiques que l'on promettait profondes, soutient que le nouveau code électoral constitue une «menace sérieuse pour les libertés et la démocratie» en ce sens que, selon lui, beaucoup de ces nouveaux partis comme le sien, risquent tout simplement la disparition».



Pour celui qui fut dans le directoire de la campagne présidentielle de Abdallah Djaballah en avril 1999 puis qui quitta Nahda pour fonder El Islah dont il assumera, une année durant, le poste de secrétaire général, son nouveau parti créé en 2012 fera «bon cœur contre mauvaise fortune». Puisque, dira-t-il, «nous serons obligés de nous soumettre à cette nouvelle loi, le mot d'ordre de participation aux prochaines élections législatives ne faisant pas l'ombre d'un doute puisque devant être certainement entériné par le conseil national du parti fin octobre prochain».

M. K.